

Le conflit israélo-palestinien

PRÉSENTÉ PAR :

PAUL NDOUR

BAYE CHEIKH DIOP

AHMAD MOMAR DIOP

SOULEYMANE LO

SOKHNA ANTA MBACKÉ

PLAN

Introduction

- I. Les prémisses du conflit : La naissance du sionisme et la création de l'état juif
- II. Les manifestations du conflit (1948-2000)
- III. Les tentatives de résolution du conflit
- IV. Regain de tensions (de 2000 à nos jours)

Conclusion

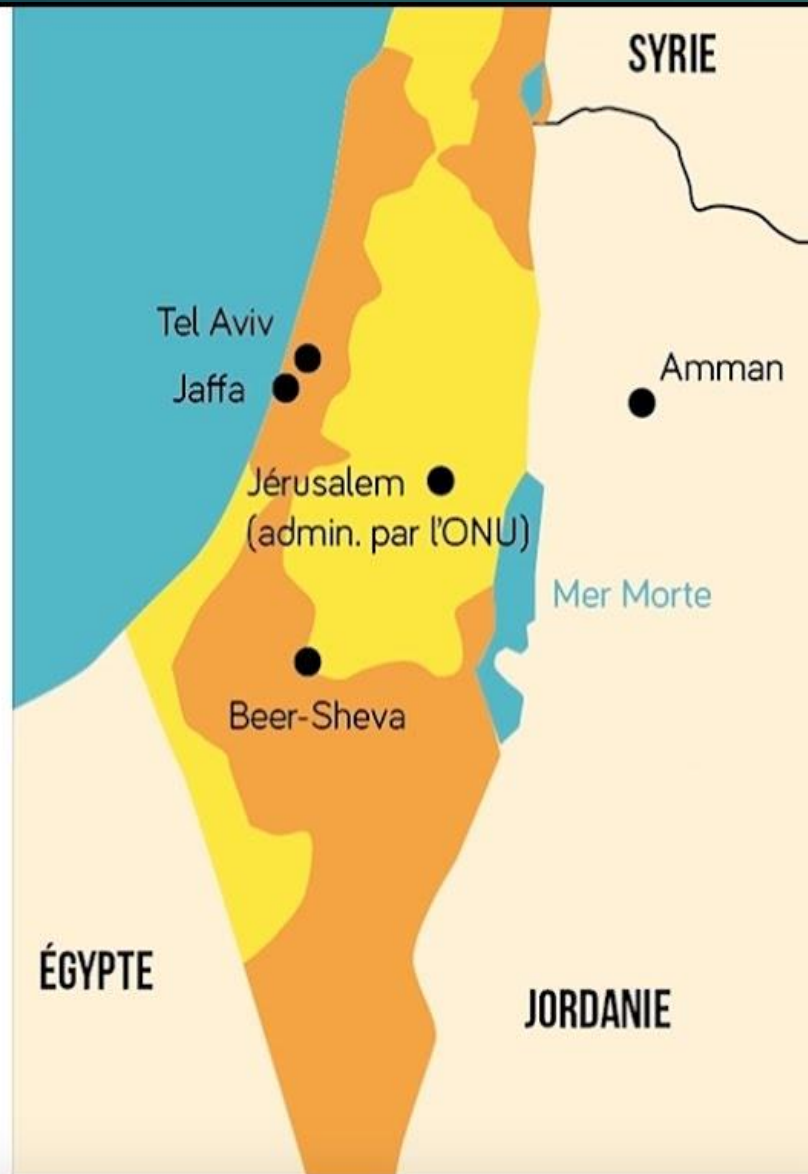
Introduction

Le conflit israélo-palestinien désigne le conflit qui oppose Palestiniens et Israéliens au Proche-Orient. Il oppose deux mouvements nationaux (le nationalisme juif, ou sionisme et le nationalisme arabe palestinien). Le conflit inclut une forte dimension religieuse, en raison de l'importance des territoires disputés, notamment Jérusalem, pour les trois religions monothéistes, et du fait de la caractérisation d'Israël comme État juif, à majorité juive et face à des Palestiniens majoritairement musulmans.



I. Les prémisses du conflit : La naissance du sionisme et la création de l'état juif

Theodor Herzl, un journaliste et écrivain juif autrichien, est l'initiateur du Congrès de Bâle de 1897, première réunion internationale du mouvement sioniste. Auteur du livre « Der Judenstaat » par lequel il préconise la création d'un Etat pour le peuple juif, Herzl va permettre la création d'un Fonds national juif, véritable institution bancaire sioniste spécialisée dans le rachat de terres en Palestine. Les Juifs se rassemblent alors au sein du mouvement sioniste pour créer un État en Palestine. Après la Seconde Guerre Mondiale, alors que l'opinion occidentale découvre l'horreur des camps de concentration et des génocides perpétrés à l'encontre des Juifs, les bouleversements des rapports de forces internationaux aboutissent au partage de la Palestine. Le 29 novembre 1947, les Nations Unies adoptent la résolution 181 qui prévoit un État Juif sur 56 % de la terre de Palestine et un État Arabe sur les 44 % restants avec un statut particulier pour Jérusalem (sous contrôle de l'ONU). Le 14 mai 1948 est prononcée la déclaration d'indépendance d'Israël sur le territoire Palestinien par David Ben Gurion.



PALESTINE

PLAN DE PARTAGE DE L'ONU (1947)



Etat arabe



Etat juif

II. Les manifestations du conflit (1948-2000)

La création du nouvel État entraîne de nombreux désaccords entre les Arabes et les Israéliens. Entre les années 1949 et 2000, les Palestiniens mènent des “actions de guérilla” contre les Israéliens, ce qui provoque de sanglantes ripostes israéliennes:

- ▶ LA NAKBA ou guerre d'indépendance
 - ▶ La crise de SUEZ
- ▶ La guerre des 6 jours et celle du Kippour
 - ▶ Les Intifada

➤ LA NAKBA ou guerre d'indépendance

C'est la première manifestation du conflit israélo-palestinien. Pour les Israéliens, il s'agit d'une guerre d'indépendance tandis que pour les Palestiniens, le terme Nakba (grande catastrophe) semble le mieux refléter le point de vue arabe. Les armées des Etats membres de la Ligue arabe sont entrées en Palestine le 15 mai 1948. Le conflit dura une bonne année et a vu triompher l'armée israélienne. L'Etat juif occupe alors à ce moment-là 78% du territoire et laisse les 22% restant respectivement sous contrôle jordanien (Cisjordanie) et égyptien (Bande de Gaza). La guerre a entraîné la fuite de près de 750.000 Palestiniens et a fait de la question des réfugiés une problématique préoccupante au regard du droit international, comme en témoigne la résolution n°194 de l'Assemblée Générale de l'ONU qui prévoit un droit de retour à ces personnes ou à des compensations. Nombreux sont ceux qui se retrouvent dans les pays voisins tels que le Liban, la Jordanie ou la Syrie.



➤ La crise de SUEZ

La seconde guerre israélo-arabe a éclaté en 1956 à la suite de la crise de Suez. Suite à la nationalisation du canal par l'Egypte par Gamal Abdel Nasser, Israël a signé, via le protocole de Sèvres, un accord avec la France et la Grande-Bretagne. Ces trois pays ont trouvé des intérêts en commun pour envahir l'Egypte (la France et le Royaume Uni étaient opposés à cette nationalisation, pourtant soutenue par les grandes puissances des deux blocs ; Israël convoitait également ce canal pour son transport maritime et avait des envies d'expansions territoriales sur le Sinaï). Le conflit s'est achevé en mars 1957 et a vu naître la première opération multilatérale de maintien de la paix des Nations-Unies.



➤ la guerre des 6 jours et celle du Kippour

Le 29 mai 1964, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) naît à Jérusalem-Est. Trois ans plus tard, la guerre des Six jours débute. Cette troisième guerre israélo-arabe voit l'armée israélienne envahir la Cisjordanie, la Bande de Gaza, Jérusalem-Est, le plateau syrien du Golan et le Sinaï. L'occupation israélienne est très controversée et entraîne un nouvel exode de quelque 200.000 Palestiniens. Le mouvement de colonisation prend ses origines à ce moment-là.

Le 22 novembre 1967, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte sa résolution n°242 qui vise à atteindre deux objectifs : la sécurité étatique israélienne en échange du retrait des troupes juives des Territoires nouvellement occupés.

Six ans après (1973), la guerre du kippour éclate. Les armées syriennes, égyptiennes et jordaniennes ont décidé, sous le joug d'Anouar El Sadate, de récupérer les territoires qui leur appartenaient par le passé (à savoir, le Golan et le Sinaï), lors de la fête juive du Grand Pardon(kippour). Le conflit a, une fois encore, vu la victoire du Tsahal (armée israélienne) sur ses voisins. La résolution n°338 du Conseil de sécurité des Nations-Unies recommandant un cessez-le-feu et l'application immédiate de la résolution n°242 fait surface. C'est également en 1973 que Yasser Arafat devient le leader de l'OLP, organisation qui est par ailleurs reconnue comme « seul représentant du peuple palestinien ».

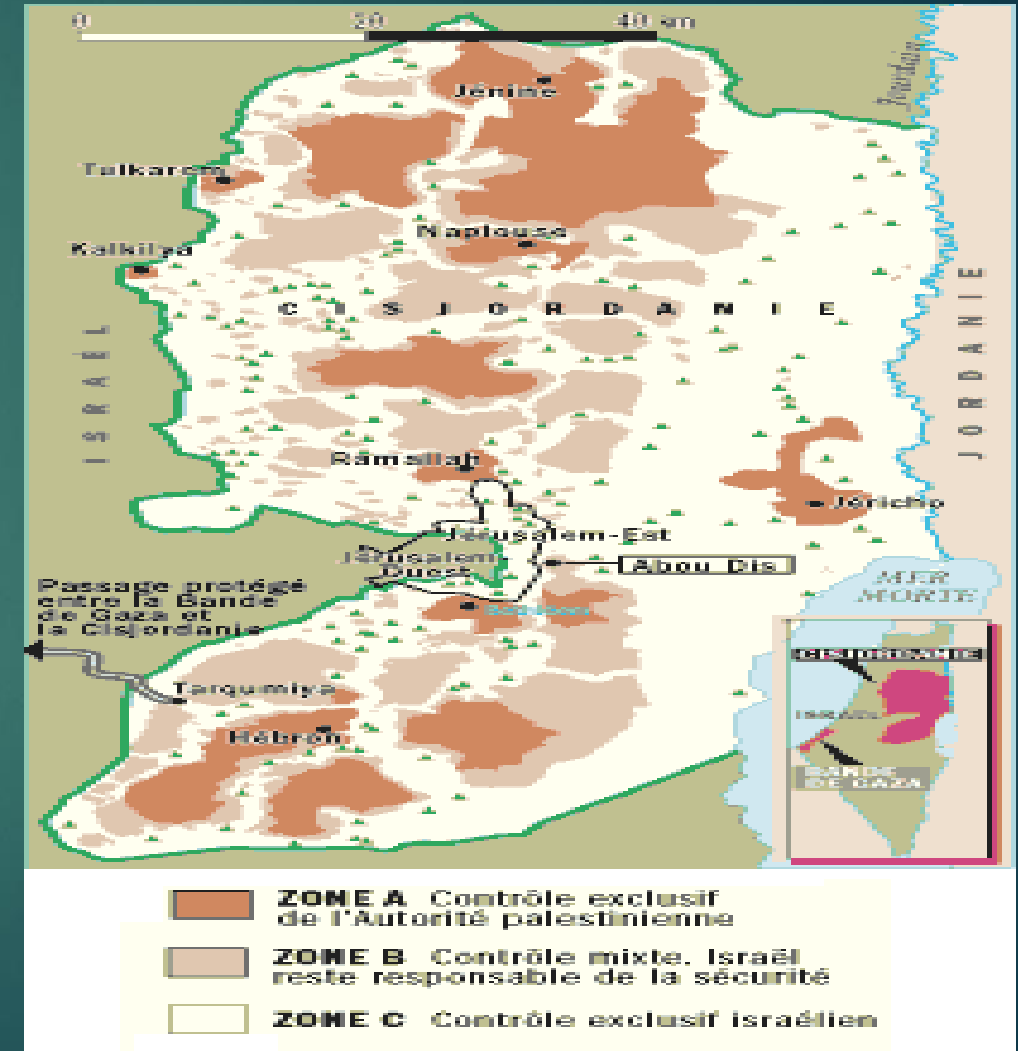
➤ Les Intifada

D'autres événements marquants vont avoir lieu avant la première Intifada. On peut notamment citer : les accords de Camp David de 1978 aboutissant à une paix séparée entre l'Égypte et Israël ; le vote de la Knesset (assemblée parlementaire israélienne) approuvant le choix de Jérusalem comme capitale « éternelle et indivisible » de l'État israélien (ce qui implique donc l'annexion de Jérusalem-Est, capitale du futur État Palestinien) en 1980. Enfin, c'est en 1987 qu'éclate la première Intifada (« révolte des pierres ») menée par les palestiniens avec l'OPL et le Hamas de Ahmed Yassin. Elle durera jusqu'en 1993 et entraînera la mort de 2.000 Palestiniens. La seconde intifada palestinienne, également appelée « Intifada Al-Aqsa », commence le 29 septembre 2000, au lendemain de la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem. Comme la première intifada, la seconde intifada met en évidence le rejet palestinien de l'occupation israélienne, en particulier la poursuite de la colonisation. Si les deux intifada défendent le même objectif, la seconde diffère de la première, d'une part par l'utilisation des armes à feu et par les attentats suicide contre des civils israéliens.

III. Les tentatives de résolution du conflit

➤ Les accords d'Oslo

En 1993, les accords d'Oslo, signés par Yasser Arafat, chef de l'OLP, et Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien, prévoient la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza pour 1998. Yasser Arafat reconnaît le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité, et Yitzhak Rabin reconnaît l'OLP en tant que "représentant légitime du peuple palestinien". L'Autorité palestinienne est mise en place. Les accords d'Oslo prévoient la répartition de la Cisjordanie et de Gaza, en zones A, B et C, soumises chacune à une autorité différente.



➤ Les accords(1996-2000)

De faibles avancées auront lieu comme en témoignent l'Accord de Paris de février 1996 traitant des questions économiques entre les deux belligérants et le Traité de paix entre Israël et la Jordanie en octobre de cette même année. Pour permettre aux Accords d'Oslo de voir le jour, un accord supplémentaire est signé à Wye River en 1998. L'objet du texte porte sur un retrait israélien partiel (13%) de la Cisjordanie en échange d'un engagement palestinien de lutter contre les mouvements terroristes. Les Accords de Sharm-el-Sheikh, signés par Ehud Barak du parti travailliste et Yasser Arafat le 4 septembre 1999, permettent aux Palestiniens de récupérer 7% du contrôle de la Cisjordanie.

➤ Sommet de Camp David

Bill Clinton, à la fin de son mandat, tente de régler une nouvelle fois le conflit israélo-palestinien. Il invite Yasser Arafat et Ehud Barak à Camp David en juillet 2000. Les négociations n'aboutissent à aucun accord, les Israéliens souhaitant garder le contrôle de Jérusalem

➤ Plan de désengagement unilatéral

Le gouvernement israélien prit des dispositions unilatérales pour assurer la sécurité de sa population. La construction d'une barrière, qui avait été pensée par un précédent gouvernement de coalition gauche-droite, commença. Son érection provoque d'importantes contestations et des condamnations internationales, du fait de son tracé, qui ne suit pas exactement la ligne verte et déborde sur la Cisjordanie

Le même gouvernement prit ensuite l'initiative d'un plan de désengagement de la bande de Gaza en 2005, concernant l'évacuation des habitants israéliens et la destruction des colonies de la Bande de Gaza ainsi que de quatre implantations israéliennes dans le nord de la Cisjordanie.

IV. Regain de tension(de 2000 à nos jours)

Ainsi d'innombrables crises naissent de ce conflit de 2000 à nos jours. Les plus notables sont :

➤ Le blocus de Gaza

À la suite de la prise de pouvoir du Hamas dans la bande de Gaza, le gouvernement israélien décide du blocus du territoire fin juin 2007. Le 5 novembre, après 5 mois de trêve partielle, Israël procède à un raid contre un tunnel du Hamas qui entraîne des échanges de feu et la mort de 6 membres du Hamas. Le 18 décembre, le Hamas annonce la non-reconduction de cette trêve. Les tirs de roquettes vers Israël reprennent. À partir du 27 décembre, l'aviation israélienne bombarde les infrastructures du Hamas à Gaza : c'est le début de la guerre de Gaza de 2008-2009. Le 3 janvier, l'opération Plomb durci connaît une nouvelle phase quand les Israéliens envoient des troupes dans la bande de Gaza. L'opération fait selon les sources palestiniennes plus de 1 300 morts à Gaza et 13 du côté israélien selon les sources israéliennes. Le 18 janvier, Israël proclame le cessez-le-feu. Le même jour, le Hamas annonce une trêve et donne 7 jours à l'armée israélienne pour quitter Gaza, ce qui est fait dès le 21 janvier. Pendant les semaines qui suivent, les Palestiniens de Gaza continuent d'envoyer quelques roquettes plusieurs fois par semaine sur Israël dont l'aviation réplique en bombardant les tunnels palestiniens de contrebande avec l'Égypte. À la suite de ces opérations militaires, le blocus de la bande de Gaza est renforcé. ce blocus est toujours d'actualité.

➤ La crise de 2014

En juin 2014, le meurtre de trois jeunes juifs israéliens dans le secteur d'Héron marque le début d'une escalade. Tsahal, qui attribue à juste titre le rapt à deux membres du Hamas, engage des recherches, qui s'accompagnent de 580 arrestations, de la confiscation par la violence de nombreux biens palestiniens, du bouclage d'Hébron, et de morts. Ces actions, vécues comme une punition collective, engendrent en réaction un regain des tensions, jugé comme le plus grave depuis la seconde intifada. La découverte des corps de ces trois adolescents est suivie du meurtre d'un jeune palestinien le 2 juillet, et par des tirs de roquettes du Hamas à partir de la bande de Gaza. En réaction, Israël lance l'Opération Bordure Protectrice, afin de détruire les tunnels illégaux de passage de Gaza vers Israël. Cette opération fera au moins 2 202 victimes côté palestinien, dont 1 394 civils et 526 enfants. Côté israélien, 72 personnes, dont 62 soldats, ont perdu la vie.

Le 28 janvier 2020, le président américain Donald Trump présente son plan de paix qui prévoit l'annexion par Israël des colonies au prix d'un investissement de 50 milliards de dollars dans le développement de la Palestine et qui est immédiatement rejeté par la partie palestinienne.

➤ La crise israélo-palestinienne de 2021

Elle fait référence à une série d'affrontements entre Israéliens Juifs, Israéliens Arabes et Palestiniens emmenés par le Hamas en 2021, au cours du mois de Ramadan. Les premiers heurts ont lieu à Jérusalem le 10 Avril 2021 puis à Jaffa, dans un contexte de tensions religieuses exacerbées par la coïncidence des calendriers. Des revendications nationalistes se font jour le 6 mai 2021 autour du quartier disputé de Cheikh Jarrah. L'envoi de roquettes sur Jérusalem par le Hamas le 10 mai 2021 peu après la Danse des drapeaux lors de la journée de Jérusalem donne lieu à l'opération israélienne Gardien des murailles tandis que les Palestiniens parlent de la bataille Épée d'al-Quds ; les émeutes s'étendent simultanément dans le territoire israélien, en particulier dans les villes où cohabitent Israéliens juifs et arabes. La fin du Ramadan, qui coïncide avec la fête de Chavouot, s'accompagne d'une accalmie progressive, et un cessez le feu entre Israël et le Hamas entre en vigueur le 21 mai 2021, les deux parties revendiquant la victoire.

FRONTIÈRES DE L'ÉTAT D'ISRAËL



1947
PLAN DE
PARTAGE
DE L'ONU

- Proposition d'État juif
- Proposition d'État arabe
- Jérusalem zone internationale

1949
APRÈS
LA 1^{RE} GUERRE
ISRAËLO-ARABE

- État d'Israël
- Annexion de la Cisjordanie par la Jordanie en 1950
- Jérusalem partagée entre Israël et la Jordanie

1967
APRÈS
LA GUERRE
DES 6 JOURS

- État d'Israël
- Territoires occupés par Israël
- Jérusalem-Est annexée par Israël

**DE NOS
JOURS**

- État d'Israël
- Territoires occupés par Israël
- Territoires occupés en 1967, restitués en 1974 et 1982
- Territoire palestinien
- ◇ Territoire évacué par Israël en 2005
- Jérusalem

Conclusion

L'équilibre de la région du Proche-Orient est très fragile à cause des relations difficiles qu'entretiennent les pays arabes et Israël. Plus de 70 ans après la création de l'Etat d'Israël, un quart de siècle depuis la signature des accords d'Oslo, les espoirs de paix entre l'Etat d'Israël et les Palestiniens s'estompent. Face à l'impasse des négociations et aux parties flagrantes de certains Etats en faveur d'Israël, l'autorité palestinienne s'est tournée vers l'UNESCO et l'ONU qui la reconnaisse comme membre et Etat observateur.